



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1182/Add.1  
23 décembre 1975

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session  
2 février - 5 mars 1976

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

établi par le Secrétaire général

1. Election du Bureau

L'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose que chaque année, au début de sa première séance, la Commission élit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents, ainsi que d'autres membres du Bureau.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'article 9 du règlement intérieur dispose que, sauf s'il y a lieu d'élire le Bureau, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session. La Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire établi par le Secrétaire général (E/CN.4/1182), conformément à l'article 5 du règlement intérieur, sur la base de l'ordre du jour provisoire annoté par la Commission à sa trente et unième session, en application de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social. Elle sera également saisie du présent document, qui contient les annotations relatives aux points inscrits à son ordre du jour provisoire (E/CN.4/1182/Add.1).

La Commission se souviendra qu'à la suite de la décision 65 (ORG-75), adoptée par le Conseil économique et social le 15 janvier 1975, d'autoriser certains organes subsidiaires, notamment la Commission des droits de l'homme, à faire établir, le cas échéant, des comptes rendus analytiques pour l'examen de certaines questions et de les prier, lorsqu'ils adoptent leur ordre du jour, de ne prévoir lesdits comptes rendus qu'à propos de questions pour lesquelles leur établissement est jugé indispensable, la Commission, par sa décision 3 (XXXI) du 5 février 1975, a décidé qu'à partir de sa trente-deuxième session elle ne ferait pas établir de comptes rendus analytiques pour les questions de pure procédure. La Commission voudra peut-être examiner cette question plus avant.

### Organisation des travaux de la session

En organisant les travaux de la session, la Commission voudra peut-être tenir compte de certaines décisions du Conseil économique et social relatives aux procédures et méthodes de travail du Conseil, ainsi que de celles de ses organes subsidiaires, qui sont reproduites dans le document E/INF/134/Rév.1. Il s'agit en particulier de la résolution 1694 (LII) du Conseil en date du 17 juin 1972, dans laquelle le Conseil priait la Commission de tenir dûment compte, dans l'organisation de ses travaux, de ce que le temps dont elle disposait était limité et son ordre du jour très chargé et, si besoin était, de recourir à des moyens tels que le regroupement de questions, l'ajournement de l'examen de questions dès le début de ses sessions, les consultations officieuses sur les projets de résolution, ou la création de groupes de travail. En outre, le Conseil invitait instamment la Commission à réserver suffisamment de temps pour pouvoir bien examiner les rapports de sa Sous-Commission et de ses groupes de travail et éviter, lorsque cela était possible, de réexaminer des questions qui avaient été étudiées en détail par la Sous-Commission.

Il convient d'observer que le Conseil a décidé, le 18 mai 1973, qu'à l'exception des commissions économiques régionales, les organes subsidiaires du Conseil ne pourraient pas créer d'organes subsidiaires intersessions permanents ou ad hoc, sans son approbation préalable.

On notera également qu'en vertu de la résolution 1623 (LI), adoptée par le Conseil le 30 juillet 1971, toutes les résolutions adoptées par la Commission devraient normalement être présentées sous forme de projets soumis à l'approbation du Conseil, que, conformément à la décision prise par le Conseil le 8 juillet 1972, les préambules de résolutions devaient être concis et ne pas comporter de trop nombreux alinéas, et il serait préférable de prendre des décisions directes au lieu d'adopter des résolutions lorsque cette procédure permettrait d'accélérer les travaux.

Dans sa décision 65 (ORG-75), le Conseil a prié tous ses organes subsidiaires d'user de la plus grande modération lorsqu'ils demandent de nouveaux rapports et de nouvelles études au Secrétaire général.

#### Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient (résolution 6 A (XXII) de la Commission)

Par sa résolution 6 A (XXII), la Commission a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session, en lui attribuant un degré de priorité élevé.

Aux termes du paragraphe 12 de la même résolution, la Commission sera saisie d'un rapport du Secrétaire général sur les mesures prises pour porter cette résolution à l'attention des gouvernements, des organes compétents des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales et de lui donner de la publicité (E/CN.4/1184).

Les documents que les Etats membres ont demandé de porter à l'attention de la Commission au titre de ce point, qui sont énumérés dans le document E/CN.4/1183, seront à la disposition de la Commission.

5. Etude des violations des droits de l'homme signalées au Chili, en particulier les cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 8 (XXXI) de la Commission)

Par sa résolution 8 (XXXI), la Commission a décidé d'examiner à sa trente-deuxième session, en tant que question hautement prioritaire, la question des violations des droits de l'homme au Chili.

Par la même résolution, la Commission a décidé qu'un groupe de travail spécial, composé de cinq membres de la Commission nommés à titre personnel par le Président de la Commission des droits de l'homme et agissant sous sa présidence, serait chargé de faire une enquête sur la situation existant à l'heure actuelle au Chili en ce qui concerne les droits de l'homme. Il a demandé au Groupe de travail spécial de faire rapport sur les résultats de son enquête à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-deuxième session, et de soumettre au Secrétaire général un rapport d'activité sur ses conclusions, qui serait inclus dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa trentième session, conformément à la résolution 3219 (XXIX) de l'Assemblée générale.

Le rapport d'activité du Groupe de travail spécial a été présenté à l'Assemblée générale sous la cote A/10285.

Le rapport du Groupe sur les résultats de son enquête sera présenté à la Commission sous la cote E/CN.4/1188.

En outre, les documents publiés pour permettre à l'Assemblée générale d'étudier la question intitulée "Protection des droits de l'homme au Chili" (A/10295, A/10303, A/C.3/639, A/C.3/640, A/C.3/642, A/C.3/SR.2143-2154) seront à la disposition de la Commission.

Dans sa résolution 3448 (XXX) du 9 décembre 1975, l'Assemblée générale invite la Commission à élargir le mandat du Groupe de travail spécial tel qu'il est actuellement constitué pour lui permettre de faire rapport à l'Assemblée à sa trente et unième session et à la Commission à sa trente-troisième session sur la situation en ce qui concerne les droits de l'homme au Chili et, en particulier, sur tous les faits nouveaux survenus pour rétablir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En outre, l'attention de la Commission est appelée sur la résolution 2 (XXVIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, concernant la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

6. Question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en voie de développement (résolution 2 (XXXI) de la Commission)

Dans sa résolution 2 (XXXI), adoptée le 10 février 1975, la Commission, considérant l'importance que revêt pour la communauté internationale la réalisation par tous des droits économiques, sociaux et culturels, a décidé de maintenir ce point à son ordre du jour en permanence et de lui accorder un rang élevé de priorité.

On se souviendra que, dans sa résolution 1867 (LVI) du 17 mai 1974, le Conseil économique et social a appelé l'attention de tous les Etats, de tous les organismes des Nations Unies et de toutes les autres organisations intergouvernementales sur le rapport du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Ganji (E/CN.4/1108 et Add.1-10 et E/CN.4/1131 et Corr.1; publication des Nations Unies, No de vente 75.XIV.2), présenté à la Commission à sa trentième session, en particulier sur les observations, conclusions et recommandations révisées du Rapporteur spécial, en vue d'intensifier les efforts déployés aux niveaux national, régional et international pour formuler des règles, normes et indicateurs pouvant servir d'instruments de la planification et de la politique du développement et pour trouver les moyens d'évaluer dans quelle mesure les droits économiques, sociaux et culturels sont exercés. Dans la même résolution, le Conseil priait la Commission de réexaminer la question et de le tenir périodiquement au courant de la mise en application de la résolution.

A propos de ce point, on peut se référer aux rapports du Secrétaire général (E/CN.4/1191 et E/CN.4/1193) présentés en application des alinéas c) et e) du paragraphe 3 de la résolution 10 (XXXI) de la Commission (voir annotations relatives au point 7 ci-dessous).

Les rapports périodiques sur les droits économiques, sociaux et culturels, pour la période comprise entre le 1er juillet 1969 et le 30 juin 1973, qui ont été reçus après la trente et unième session de la Commission (E/CN.4/1155/Add.29 à 32), seront à la disposition de la Commission; ceux qui avaient été reçus avant cette session ont été publiés sous les cotes E/CN.4/1155 et Add.1 à 28. Le résumé analytique de ces rapports, établi par le Secrétaire général, porte les cotes E/CN.4/1164 et Add.1 et le rapport du Comité spécial des rapports périodiques sur les rapports en question est paru sous la cote E/CN.4/1167. La Commission a adopté les recommandations de son Comité spécial dans sa résolution 12 (XXXI).

7. Nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme de travail à long terme de la Commission (résolution 10 (XXXI) et décision 8 (XXXI) de la Commission)

Par sa résolution 10 (XXXI), en date du 5 mars 1975, la Commission a décidé d'examiner à fond et sous tous ses aspects, à sa trente-deuxième session, en lui donnant un caractère prioritaire, la question de son programme de travail à long terme. En outre, par sa décision 8 (XXXI), en date du 5 mars 1975, la Commission a décidé de renvoyer à sa trente-deuxième session, en lui donnant une priorité élevée, l'examen du projet de résolution E/CN.4/L.1285 relatif à la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les amendements y relatifs (E/CN.4/L.1307).

On se souviendra que, par sa résolution 10 (XXX), en date du 5 mars 1974, la Commission avait décidé de prier le Secrétaire général de solliciter les propositions et les vues des Etats Membres en ce qui concerne le programme de travail de la Commission et de présenter une analyse de leurs réponses à la Commission lors de sa trente et unième session. Cette analyse est parue sous la cote E/CN.4/1168 et Add.1.

Par sa résolution 10 (XXXI), la Commission a prié le Secrétaire général d'inviter les Etats membres qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer leurs vues ou suggestions concernant le programme de travail à long terme de la Commission. L'analyse des nouvelles réponses reçues paraîtra sous la cote E/CN.4/1168/Add.2.

Par cette même résolution, la Commission a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa trente-deuxième session, en tenant compte de la nécessité d'établir un programme de travail à long terme unifié dans le domaine des droits de l'homme, des rapports sur un certain nombre de questions précises. La Commission sera donc saisie des rapports suivants :

- a) un rapport (E/CN.4/1189) sur les débats et décisions de l'Assemblée générale au sujet des "Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales" comme suite aux résolutions 3136 (XXVIII) et 3221 (XXIX) de l'Assemblée générale. La Commission disposera aussi d'un rapport sur cette question présenté par le Secrétaire général à l'Assemblée générale lors de sa trentième session (A/10235);
- b) un rapport (E/CN.4/1190) sur les débats et recommandations du cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, portant sur les divers aspects des droits de l'homme, compte tenu notamment de la résolution 3218 (XXIX) de l'Assemblée générale ainsi que des décisions de l'Assemblée générale sur cette question;
- c) un rapport (E/CN.4/1191) sur les débats et recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation, de la Conférence mondiale de la population et de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement relatifs aux divers aspects de la mise en oeuvre des droits de l'homme;
- d) un rapport (E/CN.4/1192) décrivant l'utilisation qui a été faite du programme de services consultatifs sous tous ses aspects (par exemple, experts, séminaires, stages de formation, bourses d'études) depuis l'adoption de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, en vue d'une utilisation plus efficace du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme dans le cadre général des travaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- e) un rapport (E/CN.4/1193) sur les moyens à mettre en oeuvre pour intensifier, dans le cadre du Comité du programme et de la coordination, la coopération et la coordination entre les divers organes et services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dont les travaux portent sur la jouissance des droits de l'homme sous leurs divers aspects, en vue de développer l'ensemble des conceptions et des préoccupations de la Commission au sujet de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, y compris les procédures adoptées et les résultats obtenus en ce qui concerne la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre du système de rapports périodiques.

8. Rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme (résolution 11 A (XXVII) et décision 9 (XXXI) de la Commission), y compris :

- a) La question de l'objection de conscience au service militaire (résolution 11 B (XXVII) de la Commission)
- b) Les courants de communication avec la jeunesse et les organisations internationales de jeunes : rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse (résolution 1842 (LVI) du Conseil économique et social)

Par sa décision 9 (XXXI), en date du 5 mars 1975, la Commission a décidé de renvoyer à sa trente-deuxième session, en lui donnant une priorité élevée, l'examen de cette question et du projet de résolution E/CN.4/L.1310 relatif au rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme.

En ce qui concerne l'alinéa a), on se souviendra que, par sa résolution 11 B (XXVII), la Commission a prié le Secrétaire général de mettre à sa disposition les renseignements concernant l'objection de conscience au service militaire figurant dans les monographies par pays qui ont été établies dans le cadre de l'Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (No de vente : 60.XIV.2); de demander aux Etats Membres qu'ils communiquent des renseignements à jour sur les législations internes et les autres mesures et pratiques visant l'objection de conscience au service militaire et d'autres formes éventuelles de service; et de faire rapport sur cette question à la Commission aussitôt que possible.

Comme à ses sessions précédentes, la Commission disposera du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1118 et Add.1-3), établi conformément à la résolution 11 B (XXVII) de la Commission.

L'alinéa b) tire son origine de la résolution 1842 (LVI) du Conseil économique et social. Le Conseil a prié le Secrétaire général de communiquer le rapport de la première réunion du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse, accompagné de ses propres observations et recommandations, à la Commission du développement social, à la Commission des droits de l'homme, à la Commission de la condition de la femme et à la Commission de la population pour examen, compte tenu des débats du Conseil à sa cinquante-sixième session. Le Conseil a également recommandé à la Commission des droits de l'homme, à la Commission du développement social et à la Commission de la condition de la femme que l'Organisation des Nations Unies organise des réunions internationales et régionales sur des problèmes et des programmes d'action particuliers intéressant les jeunes, notamment sur la participation des jeunes à la vie de la société, et que l'on assure la participation des jeunes à ses réunions. Le rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse a été publié sous la cote E/CN.5/508). Les observations et recommandations formulées par le Secrétaire général au sujet du rapport se trouvent aux paragraphes 10 c) et 12 a) du document E/5427. Les compte rendus analytiques des débats du Conseil figurent dans les documents E/AC.7/SR.732 à 737 et 739 et E/SR.1896.

9. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère

Par sa résolution 3 (XXXI), en date du 11 février 1975, la Commission, considérant l'importance particulière que revêt pour la jouissance des droits de l'homme l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a décidé d'inscrire chaque année et par priorité cette question à son ordre du jour.

L'attention de la Commission est appelée sur le rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/1180), dont les chapitres VI et VII rendent compte de l'examen par la Sous-Commission de rapports préliminaires qui lui ont été présentés par deux de ses rapporteurs spéciaux, M. A. Cristescu et M. Hector Gros Espiell, respectivement sur les sujets suivants : "Le développement historique et actuel du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur la base de la Charte des Nations Unies et des autres instruments adoptés par les organes des Nations Unies, eu égard en particulier à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (E/CN.4/Sub.2/L.626), et "Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives aux droits des peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère à disposer d'eux-mêmes (E/CN.4/Sub.2/L.626).

La Commission voudra peut-être aussi se référer au rapport que le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale à sa trentième session à propos du point intitulé "Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux" (A/10156 et Add.1), ainsi qu'à la résolution 3382 (XXX) adoptée par l'Assemblée générale le 10 novembre 1975.

10. Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (résolution 3 (XXX) de la Commission)

Par sa résolution 3 (XXX), en date du 14 février 1974, la Commission a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre la discrimination et de la protection des minorités à désigner un rapporteur spécial pour évaluer de toute urgence l'importance et la provenance de l'assistance politique, militaire, économique et autre apportée par certains Etats aux régimes racistes et colonialistes en Afrique australe, ainsi que les conséquences directes ou indirectes d'une telle assistance sur la persistance du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid. Elle a également décidé de considérer cette question comme prioritaire lors de sa trente-deuxième session.

L'attention de la Commission est appelée sur le chapitre II du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/1180), qui rend compte de l'examen par la Sous-Commission du rapport préliminaire (E/CN.4/Sub.2/L.604) que lui a présenté son rapporteur spécial sur cette question, M. A.M. Khalifa.

Cette question figurait aussi à l'ordre du jour de la trentième session de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale était saisie d'une note du Secrétaire général (A/10262), qui rendait compte de l'examen de la question par la Sous-Commission et par la Commission. Par sa résolution 3383 (XXX), l'Assemblée a décidé d'examiner cette question à sa trente et unième session, en lui accordant un rang de priorité élevé et, à cette fin, a prié le Secrétaire général de présenter le rapport définitif du Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, M. A.M. Khalifa, ainsi que les recommandations de la Sous-Commission, à l'Assemblée générale lors de ladite session.

11. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique (résolutions 2450 (XXIII), 2721 (XXV), 3026 B (XXVII), 3149 (XVIII) et 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale; résolutions 10 (XXVII), 2 (XXX) et 11 (XXXI) de la Commission)

Dans sa résolution 10 (XXVII), la Commission a décidé de maintenir, de façon permanente, à son ordre du jour la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique et, dans sa résolution 11 (XXXI) du 5 mars 1975, elle a décidé de donner la priorité, à sa trente-deuxième session, à l'examen de la question des progrès de la science et de la technique dans leurs relations avec les droits de l'homme, afin que soit examiné l'ensemble de la documentation, y compris la plus récente.

On se souviendra qu'au paragraphe 5 du dispositif de sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a prié la Commission de dresser un programme de travail ayant trait aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, compte tenu des rapports du Secrétaire général sur la question, des renseignements communiqués par les gouvernements conformément au paragraphe 2 du dispositif de ladite résolution, et d'autres sources pertinentes, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui paraîtraient suffisamment analysés, sans préjudice des autres activités menées en application des résolutions mentionnées dans la résolution en question, et de communiquer ce programme au Conseil économique et social lors de sa soixantième session.

Au paragraphe 1 du dispositif de sa résolution 11 (XXXI), la Commission a prié le Secrétaire général de compléter dans les meilleurs délais la pleine application des résolutions prises à ce sujet par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme, telles qu'elles sont mentionnées dans le document E/CN.4/L.1287, qui contient une note du Secrétaire général sur le programme de travail en la matière. La Commission a prié en outre le Secrétaire général de mettre à sa disposition, lors de sa trente-deuxième session, une version à jour de ce document, ainsi que le compte rendu des délibérations du Comité de la science et de la technique au service du développement et du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, comme il est mentionné au paragraphe 3 de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale. Au paragraphe 2 du dispositif de ladite résolution, la Commission a décidé de dresser un programme de travail, en application du paragraphe 5 de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale, qui tienne compte des rapports du Secrétaire général, des rapports des gouvernements et d'autres sources pertinentes, lequel programme de travail porterait notamment sur la définition de normes dans les domaines qui pourraient paraître suffisamment analysés et ce, sans préjudice de la poursuite de l'étude des autres questions visées dans les résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme. La Commission a décidé en outre de transmettre ce programme de travail au Conseil économique et social à sa soixantième session.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission sera donc saisie des documents ci-après :

- i) Rapport sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie, comme suite à l'alinéa b) du paragraphe 1 du dispositif de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale (E/CN.4/1172 et Corr.1 et Add.1-3);

- ii) Rapport sur l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, comme suite à l'alinéa d) du paragraphe 1 du dispositif de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale (E/CN.4/1199);
- iii) Recueil des réponses reçues des gouvernements aux demandes faites conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale (E/CN.4/1195);
- iv) Analyse des vues et observations des gouvernements et des institutions spécialisées, établie conformément au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2 (XXX) de la Commission (E/CN.4/1194);
- v) Version mise à jour de la note du Secrétaire général relative au programme de travail, conformément au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 11 (XXXI) de la Commission (E/CN.4/1313);
- vi) Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) traitant des conséquences des progrès de la science et de la technique sur les droits énumérés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26 et à l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ayant trait au droit à l'éducation, au droit à la culture et aux droits d'auteur (E/CN.4/1196).

On trouvera de plus amples détails sur ces documents dans le document E/CN.4/1313, mentionné à l'alinéa v) ci-dessus.

Au paragraphe 3 de sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a appelé l'attention du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme sur le fait qu'il importait de rassembler des avis qualifiés dans l'étude des problèmes des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique, notamment en matière de déontologie, et les a priés de prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la résolution, en liaison notamment avec le Comité de la science et de la technique au service du développement et avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, qui ont été invités à suivre ces problèmes à intervalles réguliers. Selon le paragraphe 1 du dispositif de la résolution 11 (XXXI) de la Commission, le Secrétaire général devait communiquer à la Commission, à sa trente-sixième session, le compte rendu des délibérations des deux comités susmentionnés. La question a été portée à l'attention du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, à sa vingt et unième session, tenue du 17 au 28 novembre 1975. Le Comité n'a pas pris de mesure à ce sujet. Le Comité de la science et de la technique au service du développement ne doit pas se réunir avant le mois de février 1976.

Par sa résolution 3384 (XXX) du 10 novembre 1975, l'Assemblée générale a adopté une "Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité". Le texte de la Déclaration sera remis aux membres de la Commission. Prenant note des travaux entrepris par la Commission des droits de l'homme dans le domaine des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique, l'Assemblée a décidé en outre d'inscrire la question à titre prioritaire à l'ordre du jour provisoire de sa trente et unième session.

12.. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (résolutions 3069 (XXVIII) et 3267 (XXIX) de l'Assemblée générale; décision 11 (XXXI) de la Commission)

Par sa résolution 3267 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de transmettre à la Commission toutes les opinions exprimées et les suggestions avancées au cours de la discussion de cette question à l'Assemblée, qui sont exposées dans les documents A/C.3/SR.2091 à 2096, A/PV/2311 et A/9893. L'Assemblée générale a prié la Commission de lui soumettre à l'occasion de sa trentième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un projet unique de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance. Elle a en outre décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session en vue d'évaluer l'état d'avancement de l'élaboration d'une déclaration et d'examiner, d'achever et d'adopter, si possible, ladite déclaration, sous réserve que la Commission mette au point un projet unique.

Dans sa décision 11 (XXXI) du 5 mars 1975, la Commission a décidé d'informer l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, que, bien qu'elle eût réalisé quelque progrès, elle n'avait pas terminé ses travaux sur le projet de déclaration et qu'elle avait l'intention d'accorder la priorité, lors de sa trente-deuxième session à l'élaboration de la déclaration.

Le projet de déclaration préparé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et un certain nombre d'articles d'un projet de déclaration rédigé par un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, ainsi que d'autres textes pertinents et références à des documents, figurent dans une note du Secrétaire général (E/CN.4/1145). Les observations et suggestions communiquées par les gouvernements, en application de la résolution 3069 (XXVIII) de l'Assemblée générale, sont contenues dans les documents E/CN.4/1146 et Add.1-3, A/C.3/SR.2006, 2009 à 2014, 2091 à 2096 et A/PV.2311. Les résultats des travaux du groupe officieux institué par la Commission à sa trente et unième session sont décrits au paragraphe 173 du rapport de la Commission sur ladite session (E/5635).

13. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et notamment

- a) Rapport du Groupe spécial d'experts (résolution 5 (XXXI) de la Commission);
- b) Etude des situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa trente et unième session (décision 7 (XXXI) de la Commission; décision 79 (LVIII) du Conseil économique et social)

Pour l'examen de l'ensemble de ce point de l'ordre du jour, la Commission sera saisie du dixième supplément annuel au document E/4226 (E/CN.4/923/Add.9), récapitulant les décisions prises en 1975 par les organes des Nations Unies au sujet de la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'apartheid, dans tous les pays et territoires.

La Commission sera saisie en outre du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1186), demandé par la Commission dans sa résolution 4 (XXXI) du 13 février 1975, sur certaines questions relatives aux droits de l'homme à Chypre et contenant des renseignements sur l'application de ladite résolution. A ce propos, l'attention de la Commission est appelée sur la résolution 1 (XXVIII) de la Sous-Commission en date du 10 septembre 1975, priant la Commission des droits de l'homme d'examiner à sa trente-deuxième session la suite donnée à cette résolution. Comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 3450 (XXX) du 9 décembre 1975 relative aux personnes disparues à Chypre, la Commission recevra les renseignements sur la mise en oeuvre de cette résolution.

Le chapitre IX du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/1180) a traité à ce point de l'ordre du jour. L'attention de la Commission est appelée sur la résolution 3 (XXVIII) adoptée par la Sous-Commission, le 10 septembre 1975.

Les renseignements fournis par l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) conformément à la résolution 2785 (XXVI) du 6 décembre 1971, par laquelle l'Assemblée générale avait demandé à ces organisations de présenter chaque année à la Commission des rapports sur la nature et les effets de la discrimination raciale dont elles auraient connaissance dans leurs domaines de compétence respectifs, seront communiqués à la Commission dans une note du Secrétaire général (E/CN.4/1200 et Add.1) et pourront faciliter l'étude de ce point de l'ordre du jour.

Conformément à la résolution 1591 (L) du Conseil économique et social et à la résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale, tous renseignements reçus des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif touchant leurs efforts et leurs progrès dans la lutte contre le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale sous toutes ses formes seront communiqués à la Commission.

En ce qui concerne l'alinéa a) du point de l'ordre du jour, la Commission a, par sa résolution 5 (XXXI), élargi le mandat du Groupe spécial d'experts et prié celui-ci de lui présenter un rapport d'activité à sa trente-deuxième session. Le rapport du Groupe sera distribué sous la cote E/CN.4/1187.

La Commission sera saisie aussi du rapport du Groupe de travail (E/5622) qui a été soumis au Conseil économique et social, à sa cinquante-huitième session, conformément à sa résolution 1796 (LIV) et à ses décisions 18 (LVI) et 25 (LVII). Par sa décision 83 (LVIII) adoptée le 6 mai 1975, le Conseil économique et social a décidé d'inviter la Commission à étudier ce rapport de manière appropriée lors de sa trente-deuxième session et à lui transmettre ses observations à sa soixantième session.

Pour ce qui est de l'alinéa b), la Commission se souviendra que, par sa décision 7 (XXXI) du 24 février 1975, elle a décidé de prier le Secrétaire général d'adresser en son nom une communication aux gouvernements pour les inviter instamment à continuer à collaborer avec la Commission des droits de l'homme et avec sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en envoyant le plus rapidement possible leurs observations sur toutes les communications qui leur sont transmises en vertu de la

résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social ou en donnant suite à toute demande qui leur est faite pour leurs observations sur des communications aux termes de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. Dans la même décision, la Commission a recommandé que le Conseil économique et social prie le Secrétaire général de faire tenir aussi chaque mois aux membres de la Commission des droits de l'homme la liste mensuelle des communications qui est envoyée aux membres de la Sous-Commission aux termes de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil et décidé en outre de constituer un groupe de travail composé de cinq membres de la Commission qui serait chargé d'examiner les situations soumises à la Commission par la Sous-Commission aux termes de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil et qui se réunirait une semaine avant la trente-deuxième session de la Commission.

La Commission sera saisie des documents pertinents qui, étant de caractère confidentiel conformément à la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, seront remis personnellement à chaque membre de la Commission. Ces documents comprennent le rapport confidentiel de la Sous-Commission sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/R.12 et additifs), les observations reçues des gouvernements concernés (E/CN.4/R.13 et additifs) et le rapport du Groupe de travail institué par la Commission en vertu de sa décision 7 (XXXI) (E/CN.4/R.14), ainsi que des comptes rendus confidentiels des séances privées de la trente et unième session de la Commission et de la vingt-huitième session de la Sous-Commission. L'attention de la Commission est appelée en outre sur le chapitre XI du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/1180).

14. Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens propres à assurer l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui ont une incidence sur l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale (résolution 3377 (XXX) de l'Assemblée générale)

Au paragraphe 11 de sa résolution 3377 (XXX) du 10 novembre 1975, l'Assemblée générale demande à la Commission des droits de l'homme d'étudier, en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, les moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale en vue de faciliter l'examen de cette question par l'Assemblée générale conformément à l'alinéa i) du paragraphe 18 du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Au paragraphe 5 de la même résolution, l'Assemblée générale prie instamment, en outre, les organes de l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'assurer la poursuite de leurs activités en rapport avec la Décennie, en s'attachant notamment à : a) fournir un appui moral et matériel aux mouvements de libération nationale et aux victimes de l'apartheid et de la discrimination raciale; b) appuyer et mener de vigoureuses campagnes d'éducation et d'information pour dissiper les préjugés raciaux, et en particulier organiser un concours international en vue de choisir un emblème approprié pour la Décennie, puis imprimer et diffuser largement des affiches portant cet emblème; c) étudier les fondements socio-économiques et coloniaux du racisme, de l'apartheid et de la discrimination raciale afin de les éliminer.

15. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement
- a) Mesures nécessaires pour assurer le respect effectif de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 3453(XXX) de l'Assemblée générale);
  - b) Rapports du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (résolution 1584 (L) du Conseil économique et social et décision 12 (XXXI) de la Commission);
  - c) Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, étude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou protéger leurs intérêts essentiels, et projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu (résolution 23 (XXV) et décision 12 (XXXI) de la Commission);
  - d) Formulation d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, sur la base de l'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et du projet de principes joint à cette étude (résolution 3453 (XXX) de l'Assemblée générale)

Alinéa a) du point 15 de l'ordre du jour

On se souviendra que, dans sa résolution 3218 (XXIX), l'Assemblée générale a prié les Etats Membres de fournir au Secrétaire général, en temps voulu pour qu'ils puissent être soumis au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (septembre 1975), des renseignements concernant les mesures législatives, administratives et judiciaires, y compris les recours et les sanctions, visant à empêcher que les personnes relevant de leur juridiction ne soient soumises à la torture et à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et leurs observations et commentaires concernant les articles 24 à 27 du projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu, élaboré pour la Commission. Elle a prié le Secrétaire général d'établir un résumé analytique des renseignements reçus des Etats Membres en vue de le soumettre au Congrès, à l'Assemblée générale lors de sa trentième session, à la Commission des droits de l'homme et à sa Sous-Commission. Ce résumé analytique sera présenté à la Commission sous les cotes A/10158 et Corr.1 et Add.1.

L'Assemblée générale a prié en outre le cinquième Congrès d'inclure, lors de l'établissement de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, des règles visant à protéger de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, toutes les personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement et de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa trentième session.

Après avoir étudié diverses propositions et suggestions formulées en relation avec la résolution 3218 (XXIX) de l'Assemblée générale, le cinquième Congrès a adopté une déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants, destinée à être portée à l'attention de l'Assemblée générale pour être examinée plus avant.

Par sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975, l'Assemblée générale a adopté la "Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

A l'alinéa a) du paragraphe 2 de sa résolution 3453 (XXX), l'Assemblée générale prie la Commission, à sa trente-deuxième session, d'étudier la question de la torture et des mesures nécessaires pour assurer le respect effectif de la Déclaration.

A ce sujet, l'attention de la Commission est appelée en particulier sur le chapitre XII du rapport sur la vingt-huitième session de la Sous-Commission (A/CN.4/1180) portant sur l'examen par la Sous-Commission de la question des droits de l'homme des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

Alinéa b) du point 15 de l'ordre du .

Par sa décision 12 (XXXI) du 6 mars 1975, la Commission a renvoyé l'examen de cette question à sa trente-deuxième session.

On se souviendra que, par sa résolution 1584 (L), le Conseil économique et social a créé le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance et décidé que celui-ci devrait faire rapport à la Commission du développement social et, selon la question considérée, à la Commission des droits de l'homme et à la Commission des stupéfiants. Le rapport sur la première session du Comité, qui s'est tenue du 8 au 16 mai 1972, porte la cote E/5191; celui de la deuxième session (14-25 mai 1973), la cote A/CN.5/494; celui de la troisième session, la cote E/CN.5/516. L'attention de la Commission est appelée en particulier sur les paragraphes 33 à 42 du premier rapport, les paragraphes 37 à 40, 47 à 58, 62, 65 et 66 du deuxième et les paragraphes pertinents du troisième.

La Commission se souviendra que conformément à la résolution 1794 (LIV) du Conseil économique et social, la question de l'élaboration d'un code international d'éthique policière, qui figurait à l'ordre du jour de la Commission jusqu'à sa vingt-neuvième session, a été renvoyée au Comité de la prévention du crime et de la lutte contre la délinquance. Le Conseil a prié la Commission d'examiner la question lors d'une future session appropriée, compte tenu des recommandations du Comité. Dans sa résolution 3218 (XXIX) du 16 novembre 1974, intitulée "Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement", l'Assemblée a prié le cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants d'examiner d'urgence la question de l'élaboration d'un code international d'éthique pour la police et les autres services chargés de l'application des lois, en tenant compte de l'examen de la question effectué par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance.

Le cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu à Genève du 1er au 12 septembre 1975, était saisi de deux projets de code d'éthique policière; à l'issue de ses débats, il a décidé qu'il faudrait prier l'Assemblée générale de nommer un comité d'experts chargé d'étudier la question d'un code international d'éthique policière et de préparer dans le délai d'un an un nouveau document qui serait soumis pour examen aux organes compétents des Nations Unies.

Au paragraphe 3 de sa résolution 3453 (XXX), l'Assemblée-générale prie le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance d'élaborer, sur la base notamment des propositions présentées au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et des conclusions auxquelles le Congrès est parvenu, un code de conduite pour les responsables de l'application des lois et de le soumettre à l'Assemblée générale, à sa trente-deuxième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social.

La Commission sera saisie d'un document (E/CN.4/1190) donnant un aperçu des débats et recommandations du Congrès au sujet de divers aspects des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la résolution 3218 (XXIX) de l'Assemblée générale, ainsi que les décisions de l'Assemblée sur la question (voir le point 7 ci-dessus).

Alinéa c) du point 15 de l'ordre du jour

Par sa décision 12 (XXXI) du 6 mars 1975, la Commission a renvoyé l'examen de cette question à sa trente-deuxième session.

La Commission se souviendra que l'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, telle qu'elle a été établie par un Comité de la Commission, a été présentée à la Commission en 1962 (publication des Nations Unies, No de vente : 65.XIV.2). Par sa résolution 2 (XXVIII), la Commission a communiqué le projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu, établi par le Comité, aux Etats Membres des Nations Unies et aux Etats membres des institutions spécialisées pour qu'ils formulent leurs observations. Le texte des observations reçues des gouvernements a été distribué à différentes sessions de la Commission (E/CN.4/835 et Add.1 à 6, Add.6/Corr.1 et Add.7 à 12).

Le Comité a été prié d'entreprendre séparément une étude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels. Le rapport du Comité sur cette étude (E/CN.4/996) a été présenté à la Commission à sa vingt-cinquième session, en 1969. Cette étude contenait des suggestions en vue de modifier et de réviser certains des projets de principes figurant dans la première étude du Comité. Par sa résolution 23 (XXV), la Commission, désireuse d'obtenir les vues du plus grand nombre possible de gouvernements sur la nouvelle étude et sur les modifications et révisions envisagées des projets de principes, a prié le Secrétaire général de les transmettre aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats membres des institutions spécialisées et de lui présenter les observations des gouvernements à sa vingt-septième session. Le texte des observations des gouvernements a donc été distribué aux vingt-septième et vingt-huitième sessions de la Commission (E/CN.4/1044 et Add.1 à 3).

Lors de ses cinq dernières sessions, la Commission a renvoyé l'examen de cette question à une session ultérieure.

L'attention de la Commission est appelée sur le paragraphe 4 de la résolution 4 (XXVIII) de la Sous-Commission, dans lequel celle-ci l'invite à examiner d'urgence l'Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, ainsi que le projet de principes qui y est annexé.

Alinéa d) du point 15 de l'ordre du jour

Au paragraphe 2, alinéa b), de la résolution 3453 (XXX), l'Assemblée générale prie la Commission, à sa trente-deuxième session, d'étudier la formulation d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes détenues ou emprisonnées, sur la base de l'Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et du projet de principes qui y est annexé.

16. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa vingt-huitième session

La Commission sera saisie du rapport sur la vingt-huitième session de la Sous-Commission publié sous la cote E/CN.4/1180. La partie confidentielle de ce rapport (E/CN.4/R.12 et additifs), dont la Commission est également saisie, a été mentionnée à propos du point 13 ci-dessus.

Le rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1180) contient cinq résolutions et cinq décisions qui appellent des mesures de la part de la Commission :

- i) Résolution 1 (XXVIII) : Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales (voir le point 13 ci-dessus);
- ii) Résolution 4 (XXVIII) : Question des droits de l'homme dans les cas de personnes soumises à toute forme de détention ou d'emprisonnement (voir le point 15 ci-dessus);
- iii) Résolution 5 (XXVIII) : Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme. A l'alinéa f), la Sous-Commission recommande que la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social élargissent le mandat du Groupe de travail créé en vertu de la résolution 11 (XXVII) de la Sous-Commission, afin qu'il puisse inviter les Etats, les organisations gouvernementales et non gouvernementales et les particuliers à participer à ses réunions et à l'aider dans ses travaux, et donnent la possibilité au Groupe de travail de compter sur une période de travail plus longue, c'est-à-dire jusqu'à cinq jours ouvrables par an, et d'obtenir du Secrétariat toute l'aide possible;
- iv) Décision 1 du 10 septembre 1975 par laquelle la Sous-Commission demande au Secrétariat de regrouper en un seul document le rapport préliminaire, le rapport final, les exposés introductifs et le projet de recommandations concernant l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin, présentés par Mme Halima Warzazi, rapporteur de la Sous-Commission pour cette question, et de transmettre ce document à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle puisse apprécier l'état d'avancement des travaux entrepris sur cette question à la Sous-Commission. La Sous-Commission a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour de sa vingt-neuvième session afin d'examiner le projet de recommandations en question. Le rapport global susmentionné sera communiqué à la Commission sous la cote E/CN.4/Sub.2/L.640;

- v) Décision 2 du 10 septembre 1975, concernant le projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard des personnes nées hors mariage (voir le point 18 ci-dessous);
- vi) Décision 4 du 10 septembre 1975, par laquelle la Sous-Commission prie les organes compétents d'examiner l'opinion exprimée par certains de ses membres, selon laquelle les travaux de la Sous-Commission seraient facilités si l'on en revenait à l'ancienne pratique selon laquelle la Sous-Commission tenait ses sessions alternativement au Siège de l'Organisation à New York et à l'Office des Nations Unies à Genève.

L'attention de la Commission est également appelée sur la décision 5 du 10 septembre 1975 par laquelle la Sous-Commission a approuvé un programme de travail de cinq ans (E/CN.4/1180, annexe II), conformément à la résolution 10 (XXXI) de la Commission.

17. Question de la protection juridique internationale des droits de l'homme dans le cas de particuliers qui ne sont pas ressortissants du pays dans lequel ils vivent (résolutions 1790 (LIV) et 1871 (LVI) du Conseil économique et social et décision 4 (XXXI) de la Commission)

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social a adopté le 17 mai 1974 la résolution 1871 (LVI), dans laquelle il a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'accorder, lors de sa vingt-septième session, un rang de priorité élevé à l'examen de l'application du paragraphe 1 de la résolution 1790 (LIV) du Conseil, qui traite de la question de l'applicabilité, aux personnes qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel elles vivent, des dispositions internationales en vigueur relatives à la protection des droits de l'homme, et de présenter des recommandations appropriées à la Commission des droits de l'homme lors de sa trente et unième session. A sa vingt-septième session, en 1974, la Sous-Commission a été saisie d'une étude du Secrétaire général sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui prévoient une distinction, en ce qui concerne la jouissance de certains droits, entre les nationaux et les particuliers qui ne sont pas ressortissants de l'Etat où ils vivent (E/CN.4/Sub.2/335). Par sa résolution 10 (XXVII), la Sous-Commission a confié à lady Elles le soin d'établir un rapport complétant l'étude contenue dans le document E/CN.4/Sub.2/335. Elle a décidé que ce rapport devrait lui être présenté à sa vingt-huitième session, en 1975, et comprendre, notamment, une énumération critique des mesures qui pourraient être souhaitables, y compris la possibilité d'adopter une déclaration sur cette question.

A sa trente et unième session, la Commission, par sa décision 4 (XXXI), a pris note de la décision de la Sous-Commission et a décidé de renvoyer l'examen du point à sa trente-deuxième session.

A sa vingt-huitième session, en 1975, la Sous-Commission a été saisie de certaines parties du rapport (E/CN.4/Sub.2/L.628 et Add.1-4) établi par lady Elles. Comme il est indiqué au chapitre XIV du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/Sub.2/1180), le rapporteur spécial a expliqué à la Sous-Commission qu'en raison de l'importance et de la complexité de l'étude, et compte tenu du nombre limité de réponses reçues jusqu'alors au questionnaire, elle n'avait pas été en mesure d'achever son rapport, mais qu'elle ne ménagerait aucun effort pour le terminer pour la vingt-neuvième session de la Commission. La Sous-Commission a décidé que le rapport final de lady Elles devrait lui être présenté à sa vingt-neuvième session, en 1976.

18. Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard de ces personnes (résolution 1787 (LIV) du Conseil économique et social et résolution 1 (XXXI) de la Commission)

Conformément à la résolution 1787 (LIV) du Conseil économique et social, la Commission a examiné cette question à sa trente et unième session. Elle était saisie des observations reçues des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations non gouvernementales, en application de la résolution précitée du Conseil (E/CN.4/1157 et Add.1).

Par sa résolution 1 (XXXI), en date du 7 février 1975, la Commission a demandé à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, au vu des réponses reçues des gouvernements, des observations des autres organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales, et après avoir pris connaissance des comptes rendus analytiques des débats de la Commission des droits de l'homme lors de sa trente et unième session sur cette question, d'examiner à nouveau le projet de principes généraux concernant l'égalité des personnes nées hors mariage et la non-discrimination à l'égard de ces personnes, et de soumettre le résultat de son travail à la Commission des droits de l'homme, lors de sa trente-deuxième session, sous la forme (recommandations, déclarations à la Convention) que la Sous-Commission jugera opportune.

La Sous-Commission a examiné cette question à sa vingt-huitième session. Par sa décision 2 (XXVIII), en date du 10 septembre 1975, elle a décidé que le rapport du Groupe de travail constitué en vue d'étudier cette question serait transmis, en tant qu'état provisoire des travaux de la Sous-Commission, à la Commission des droits de l'homme, pour qu'elle formule les observations qu'elle jugerait nécessaires à son sujet. Un exposé des travaux accomplis par ce Groupe de travail figure au paragraphe 210 du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-huitième session (E/CN.4/1180). Cette question a été inscrite au projet d'ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session de la Sous-Commission, afin que le rapport du Groupe de travail puisse être examiné à nouveau, compte tenu de l'évolution récente de la législation des divers pays en la matière.

Conformément à la résolution 1787 (LIV) du Conseil, la Commission du développement social a examiné, à sa vingt-quatrième session, tenue en janvier 1975, l'étude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et le projet de principes généraux y relatifs, en tenant compte des observations reçues par le Secrétaire général. Un résumé de ses débats figure dans son rapport (E/5617; E/CN.5/525, par. 68 à 70).

19. Question des mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine d'un groupe (résolution 2839 (XXVI) de l'Assemblée générale et décision 12 (XXXI) de la Commission)

Par sa décision 12 (XXXI), la Commission a renvoyé l'examen de cette question à sa trente-deuxième session.

La Commission se souviendra que, par sa résolution 2839 (XXVI) en date du 18 décembre 1971, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire la question des mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine d'un groupe à son ordre du jour et de la garder constamment à l'étude, et a prié instamment les autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de faire de même, afin que des mesures appropriées puissent être rapidement prises selon que de besoin. Conformément à cette décision de l'Assemblée générale, la question a été inscrite à l'ordre du jour de la vingt-huitième session de la Commission. Depuis sa vingt-huitième session, la Commission diffère l'examen de cette question.

On se souviendra en outre qu'à sa 2201ème séance plénière, le 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a décidé de différer l'examen de cette question jusqu'à ce que la Commission des droits de l'homme en ait achevé la discussion.

20. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et résolution 1008 (XXXVIII) du Conseil économique et social)

Conformément à la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et aux résolutions 684 (XXVI) et 1008 (XXXVIII) du Conseil économique et social, la Commission sera saisie d'un rapport du Secrétaire général sur le programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1197).

Le rapport établi par le Secrétaire général (E/CN.4/1192) en application du paragraphe d) de la résolution 10 (XXXI) de la Commission, mentionné plus haut à propos du point 7 de l'ordre du jour, traite également de cette question.

21. Communications concernant les droits de l'homme

La Commission sera saisie de listes confidentielles de communications et de documents confidentiels contenant les réponses des gouvernements aux communications qui leur ont été transmises, établies par le Secrétaire général conformément aux résolutions 728 F (XXVIII), 1235 (XIII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social. Conformément à la décision 79 (LVIII) adoptée par le Conseil économique et social le 6 mai 1975, ces listes de documents sont communiquées chaque mois aux membres de la Commission. La Commission sera aussi saisie d'un document confidentiel de caractère statistique établi par le Secrétaire général en application de la résolution 14 (XV) de la Commission. Elle sera en outre saisie d'une liste non confidentielle de communications (E/CN.4/CR/46) relatives aux principes intervenant lorsqu'il s'agit de développer le respect et l'observation universels des droits de l'homme.

22. Projet d'ordre du jour provisoire et renseignements concernant la documentation de la trente-troisième session de la Commission (résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social)

Dans sa résolution 1894 (LVII), le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de présenter aux commissions techniques ou aux organes subsidiaires du Conseil, à chacune de leurs sessions, un projet d'ordre du jour provisoire pour la session suivante, avec des renseignements indiquant, à propos

de chaque question, les documents qui seront soumis au titre de cette question et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur préparation, afin de permettre à la commission technique ou à l'organe subsidiaire intéressé d'examiner ses documents du point de vue de la contribution qu'ils apportent aux travaux de la commission ou de l'organe, ainsi que de l'urgence et de la pertinence qu'ils présentent eu égard à la situation existante.

Le Secrétaire général présentera à la fin de la trente-deuxième session de la Commission une note contenant un projet d'ordre du jour provisoire pour la trente-troisième session, ainsi que les renseignements concernant la documentation y relative demandés par le Conseil.

23. Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa trente-deuxième session

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur, la Commission soumet au Conseil un rapport sur les travaux de chaque session. La Commission se souviendra que, par sa décision en date du 8 août 1969, le Conseil a invité les commissions techniques à étudier les moyens de réduire le volume de leurs rapports au Conseil et a prié le Secrétaire général de tenir compte de cette nécessité lors de la rédaction des parties des projets de rapports que doivent étudier les organes subsidiaires de ces commissions. Conformément aux instructions énoncées par le Conseil dans sa résolution 1623 (LI), les rapports de ses commissions techniques doivent contenir, outre un résumé des débats, un résumé concis des recommandations et un énoncé des questions au sujet desquelles le Conseil est appelé à prendre une décision, et toutes les résolutions adoptées par ses commissions techniques doivent normalement être présentées sous forme de projets soumis à l'approbation du Conseil.

\*

\*

\*

Les renseignements qui seront fournis par les organes régionaux intergouvernementaux en application de la résolution 1159 (XLI) du Conseil économique et social seront mis à la disposition de la Commission.